



Le devoir de rénovation, pour reconstruire l'unité des classes populaires

Le capitalisme a connu ces dernières décennies une modification de ses structurations, passant d'un capitalisme fordiste à un capitalisme financiarisé. Cette modification a dans le même temps transformé le compromis social qui régissait les relations entre producteurs et consommateurs, mais surtout entre capital et travail. Nous, militant-e-s Nouveaux Partisans, estimons que seule une démarche de rénovation permettra de surmonter ces obstacles et de restaurer un compromis social décent. Si les analyses que nous faisons sont tirées d'exemples principalement français, nous sommes convaincus que la rénovation ne sera ni possible sans l'émergence d'une République fédérale européenne, ni possible sans l'affirmation de droits internationaux réels.

En effet, durant les Trente Glorieuses, les gains de productivité, clé de voute du système, étaient distribués équitablement entre salaire et investissement (compromis à la base de l'expansion économique de la période). Or, depuis la fin des années 80, l'intermédiation financière libérée des frontières physiques par la dérégulation, a cassé ce compromis, entraînant le passage de plus de 10% de la richesse créée du travail vers le capital. La libéralisation financière a permis aux capitaux d'être beaucoup plus mobiles et de pouvoir davantage mettre en concurrence les salariés de pays aux niveaux de vie différents. Par conséquent, le travailleur qui était un maillon fort du système fordiste, par sa capacité de consommation est devenu dans le cadre du capitalisme financiarisé, une simple variable d'ajustement, au service du ROE (*return on equity*, le retour sur investissement) des investisseurs.

Ce changement de structure du capitalisme s'est construit conjointement avec une accélération de la mondialisation. Loin de l'image de village véhiculée par ses ardents défenseurs, la mondialisation heureuse des années 1990 a entraîné au contraire une profonde restructuration de l'économie, se révélant comme un vecteur de mise en concurrence de tout par tout, de tous par tous.

Ainsi, afin de pouvoir rentrer dans le grand jeu de la globalisation, de grands centres urbains se sont développés, concentrant richesse, emploi et accueil des capacités d'investissement. Dans le même temps, on a pu observer la concentration d'une main d'œuvre de plus en plus qualifiée, autour d'activités de plus en plus tertiaires ; excluant de plus en plus les classes populaires de ces hyper centres.

Cette évolution des rapports de production lors des trente dernières années a donc entraîné un double phénomène : un recul particulièrement fort de la structure industrielle française, corrélée à une exclusion des classes populaires et moyennes du centre vers la périphérie.

La densification des grandes villes, lieu d'emploi, de croissance et de développement économique et insérées dans la mondialisation a entraîné les classes populaires et moyennes de plus en plus loin de ces centres. Ce phénomène de lent processus de séparation territoriale déboucherait aujourd'hui sur l'expression politique d'un séparatisme culturel. Le mythe pavillonnaire permettant de croire que l'on pouvait vivre à la campagne

tout en jouissant des avantages des villes était une valeur fondamentale des Trente Glorieuses. Cela permettait un partage d'identité entre citadins, ruraux et banlieusards derrière un même but à atteindre. Or, avec l'évolution économique et sociale de ces dernières années, le sentiment dominant n'est plus d'être à la campagne ; l'image de la réussite sociale est celle de l'urbain. Dès lors, celles et ceux qui ne vivent pas en ville se trouvent à la traîne d'un nouveau standard constamment légitimé dans les représentations sociales, médiatiques ou publicitaires, accentuant encore le fossé des représentations et du sentiment d'appartenance, de partage et de poursuite d'un même but social. Une partie des classes populaires a donc été contrainte de se déplacer de plus en plus à la périphérie des banlieues, s'installant dans des zones rurales au sein desquelles la disqualification sociale, économique, culturelle ressentie s'est amplifiée cette dernière décennie.

Celles que l'on appelait les classes moyennes, résidant en pavillons, ont subi de plein fouet la précarisation, la déflation salariale et la paupérisation, inhérente au capitalisme financiarisé. Elles redeviennent des classes prolétaires, subissant directement les contraintes de la mondialisation et du déclassement. Dans le même temps, les fermetures d'écoles, d'hôpitaux, la raréfaction de médecins en zones rurales ou en banlieues, la difficulté d'avoir accès au transport, sont autant de réalités qui s'imposent comme des symptômes du sentiment d'abandon ressenti par une partie des Françaises et des Français.

Dans ce cadre un double phénomène de glissement de la construction de l'identité s'opère au sein des classes populaires, corrélée au recul de la République, vectrice des représentations garantissant sa pérennité dans ces territoires dévalorisés.

D'un côté dans les territoires périurbains, ruraux, on assiste parfois à une resocialisation par l'appartenance nationale-ethnique suggérée par le FN : la dévalorisation sociale vécue de couches de population particulièrement isolées, implantées dans des zones où la République a parfois totalement disparue, trouve dans le vote Marine Le Pen un moyen de revendiquer une forme de communauté locale, culturelle et sociale dont la légitimité serait en soi déclassée. La revendication du vote de plus en plus mise en avant en est le révélateur. Les classes populaires sont historiquement attachées à la notion d'égalité. La droite se sert de cet attachement quand elle parle d'assistanat pour accuser la gauche d'une rupture de l'égalité dans l'effort de solidarité nationale. Marine Le Pen utilise les mêmes ressorts avec sa lecture de la « *préférence nationale* ». Le vote FN semble ainsi devenir parfois un marqueur social, syndrome d'une sociabilité nouvelle mais prétendant son antériorité systématique. Dans le même temps la lecture xénophobe des problématiques sociales vécues et subies, dans l'accès à la solidarité, au logement, aux prestations sociales, s'impose comme lecture du recul des services publics.

Parallèlement, on assiste dans les zones périphériques aux centres urbains au même phénomène de recul des ressorts à la base de l'affirmation de l'identité républicaine. Le recul particulièrement fort des forces de police à partir de 2002, avec notamment la fin de la police de proximité, amplifiée depuis 2007 par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, et combinée à la détérioration du tissu économique et social ont entraîné une recrudescence de trafics en tous genres, avec des espaces publics parfois abandonnés et délaissés par la République.

Au même moment, une partie importante des populations qui composent ces quartiers sont issues des dernières vagues d'immigration, le plus souvent du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest. L'expérience de la marche pour l'égalité, visant à faire reconnaître le concept de République pour permettre l'intégration de ces populations se soldant par un échec ; les tentatives bloquée d'élévation sociale par l'école républicaine de la première génération née

en France souvent source de frustration et d'incompréhension, ont favorisé le sentiment que la République est incapable d'évoluer pour embrasser ces populations en son sein.

Ces dynamiques bien que différentes, tendent à toujours rapporter les comportements sociaux et culturels de ces populations à leur identité d'origine, désignée comme un frein à leur intégration. La République est donc petit à petit, pensée comme une contrainte, un blocage, plutôt que l'espace commun de dépassement des particularismes. Dans ce cadre, comme pour les classes populaires périurbaines et rurales, l'émergence de processus de construction identitaire annexe visant à donner un sens au monde social et ses déséquilibres, se fait de plus en plus pressent. Cette construction va s'exprimer au travers du dénominateur commun à ces populations, le plus souvent autour d'un retour aux valeurs plus traditionnelles, voire d'une constitution d'un communautarisme religieux volontairement clivant avec l'intégration républicaine, se voulant comme une affirmation d'un antagonisme flagrant entre pratiques sociales des citoyen-ne-s et les valeurs de la République, accentuant davantage l'intégrisme et le communautarisme.

Cette rupture aussi bien géographique que des déterminants à la base des processus de construction de l'identité tendent à éloigner et créer une rupture entre les classes populaires, pourtant victimes de mécanismes similaires. La lecture du FN et la bataille culturelle qu'il mène tend à renforcer ce processus de différenciation, entre celles et ceux qui pour peser, n'ayant pas les mêmes capacités d'accès au champ politique, devraient être unis. Ainsi, une partie des classes populaires, de banlieue, plutôt métissée se sent stigmatisée par l'autre frange des classes populaires, plutôt rurale et blanche, qui voit dans la présence des premiers l'explication du recul des services publics et plus globalement de « leur » modèle social.

Pour nous militant-e-s socialistes, rénovateurs, ces deux populations ne forment qu'un seul corps social et il est de notre devoir de leur proposer la voie de l'unité. Nous comprenons que ce mouvement manifeste et objectif de repli est une recherche d'un abri, provoquée par l'inquiétude légitime suscitée par la mondialisation. Face à ceux qui proposent l'isolement et la division communautaire, il est de notre devoir de construire et de défendre l'abri commun, de refaire tous ensemble République.

En jouant sur la division, le Front National fait le jeu du *statu quo*, quand bien même, en allant à rebours de sa propre histoire politique, il se pose en défenseur de l'Etat-providence. Sa vision nationale d'un pseudo socialisme lui permet aujourd'hui d'occuper le terrain aussi bien géographique que culturel des déclassés, car, nous militant-e-s de gauche, tétanisés par sa montée nous le lui laissons.

Ainsi, les Nouveaux Partisans affirment qu'en aucun cas, comme le pensent certain-e-s, les classes populaires sont en recherche d'une quelconque forme d'autorité. Au contraire, elles sont en recherche d'une réponse économique et sociale, d'une réponse institutionnelle nouvelle, portées par un modèle culturel renouvelé, intégrant la richesse et la diversité des classes populaires dans une communauté de destin. Nous sommes convaincus que faire République passera par une redéfinition de notre pacte fondateur en réaffirmant les valeurs républicaines. L'erreur de l'UMP est de croire que la thématique de l'immigration est le vecteur du vote front national, alors que cette dernière n'est aujourd'hui qu'une tentative d'imposition de lecture par le FN du déclassement social.

Nous, militant-e-s Nouveaux Partisans répondons à cette évolution inquiétante par une véritable rénovation, portée par trois piliers majeurs : la rénovation matérielle (économique et sociale), la rénovation institutionnelle, et la rénovation culturelle.

La rénovation matérielle : rénover notre modèle économique et social.

Le capitalisme financiarisé, porté par l'idéologie orthodoxe libérale est aujourd'hui un astre mort qui pourtant continue de produire les effets à la base du déclassé social. Sa rénovation est une nécessité impérieuse. La question des politiques aussi bien monétaires que budgétaires, aujourd'hui délaissées à une administration indépendante, représente une confiscation du politique. Il doit retrouver, aujourd'hui, ses marges de manœuvre.

La question du contrôle des capitaux, doit s'étendre afin de sortir du dictat de marchés financiers court-termistes et créateurs d'instabilité chronique (comme le prouve le nombre de crises financières ayant frappé les cinq continents depuis les années 90). Nous devons au contraire favoriser l'économie réelle face à l'économie de rente et/ou virtuelle. Nous devons favoriser l'entrepreneuriat au détriment de la spéculation. Redonner du sens à la politique économique pour se donner des objectifs politiques et sociaux, comme le renforcement et le redéploiement du service public partout sur le territoire. De même, nous devons redéfinir l'Etat stratège dans le but de favoriser l'alliance des producteurs au lieu de les voir s'opposer dans les différentes composantes de l'économie (agriculture, industrie, artisanat, ...) afin de pouvoir mieux la réindustrialiser.

La rénovation institutionnelle : rénover la gouvernance de la Cité, rénover le « faire république ».

Notre République ne joue plus aujourd'hui son rôle d'intégration à la destinée commune qui lui est dévolu. Les élites et leurs représentations du monde social sont de moins en moins représentatives de la diversité des populations et de leurs aspirations. Plus que jamais la VI^{ème} République doit être l'horizon de la rénovation institutionnelle, gravant dans le marbre constitutionnel la volonté populaire de la force du service public. La rénovation passe aussi par la reconnaissance de droits réels internationaux concernant l'éducation, la santé, etc., mais également par un renforcement des prérogatives de l'Organisation des Nations Unies dans le Concert des Nations.

Enfin, cette rénovation institutionnelle doit également s'étendre à l'Union européenne pour aboutir à la constitution de la première République fédérale du continent, en avançant d'abord sur la convergence en matière d'énergie et de droits sociaux, sur le renforcement de l'Europe de la défense et de la diplomatie, et par l'institution d'un protectionnisme social et environnemental européen à l'égard des marchandises importées.

La rénovation culturelle : rénover notre rapport à soi, à l'autre et à l'environnement.

Pour porter cette rénovation économique et sociale et cette rénovation institutionnelle, il nous faut gagner la bataille culturelle. Or en cette période de trouble, la parole socialiste semble trop souvent inhibée sur trop de sujets par la peur de renforcer les extrémismes. Nos aspirations à l'égalité, à la solidarité, à la justice sociale forment le socle de notre loyauté au peuple de gauche. Elles sont aussi celles qui nous permettent de reconquérir les classes populaires, que nous sommes historiquement et légitimement amenés à représenter.

La préservation et la redéfinition de ces valeurs afin de défendre davantage la dignité humaine est le véritable enjeu de la recomposition post crise financière qui se joue. C'est faire comprendre que la République a le devoir d'intégrer tous ses citoyens, que le service public ne doit plus être un gâteau qui se rétrécit, engendrant des luttes pour y avoir accès, mais bien le patrimoine de tous ceux qui en ont peu ou pas ; que la France évolue et que son métissage est une évolution inéluctable et enfin que leur intérêt est l'union dans la confiance et non la méfiance générale.

Ainsi, nous sommes persuadé-e-s que plus que jamais, nous avons besoin de porter un message rénovateur, de repenser un nouveau pacte républicain, de les porter haut et fort, car il est pour nous le préalable à la réconciliation de l'ensemble de nos concitoyens. Cette réconciliation n'est pas une option, elle n'est pas cosmétique, elle est un devoir.

Texte adopté à l'Assemblée Nationale, lors du Collectif National des Nouveaux Partisans du 22 février 2014